

Pithiviers – 07 décembre 2010



Le lycée Duhamel du Monceau a accueilli le sixième des vingt-trois forums territoriaux, à Pithiviers (Loiret). Ce forum participatif a donné l'occasion aux participants d'émettre un certain nombre d'idées pour alimenter le futur Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) qui doit définir l'avenir de la Région Centre à l'horizon 2020.

Environ 80 personnes ont participé à cette seconde édition. Elles se sont exprimées dans les 3 ateliers proposés :

- × L'Atelier « Aménagement et développement durable du territoire »
- × L'Atelier « Education-Formation-Emploi »
- × L'Atelier « Plan Climat Energie ».

Ce document rend compte des débats et des propositions. Les participants sont invités à le commenter ou à le compléter s'ils le souhaitent.

Marie-Thérèse Bonneau, maire de Pithiviers, a été l'hôte de ces travaux qui, pour elle, « sont en cohérence avec la réflexion sur notre Schéma de cohérence territoriale et notre Plan local d'urbanisme. »

Prenant à son tour la parole, le président de la Région, François Bonneau, a rappelé les enjeux du SRADDT, « mais pour le faire, il faut s'intéresser à chaque partie du territoire, bassin de vie par bassin de vie, avec les acteurs », tout « en pensant à la cohésion du territoire. » Il a également souligné une « certaine dépendance du Pithiverais avec l'Ile-de-France. » Le président a noté les atouts du bassin d'emploi, parmi lesquels « une grande richesse agricole », « une histoire industrielle importante, mais soumise à une évolution rapide », ou encore l'adossement à l'A19 depuis 2 ans. Mais, a-t-il affirmé, « ce qui comptera demain le plus pour l'économique, le social ou la formation sera de travailler en réseau », ajoutant comme éléments indispensables l'innovation et la recherche.

Lucien Jahier, le représentant du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) associé à cette démar-

che, a répertorié les points clé du territoire. En premier lieu, un devenir démographique plutôt satisfaisant grâce à un « solde migratoire de couples venant de la région parisienne. » Il a également posé la question de l'avenir du secteur du livre et de l'imprimerie sur Malesherbes et il a considéré « que le niveau des services aux entreprises à la population reste très modeste. »

Dans sa conclusion à l'issue des ateliers, le président Bonneau a notamment relevé, en matière de formation, « qu'il n'y avait pas assez de place pour l'alternance », mais aussi que les jeunes avaient la possibilité « de venir grossir les rangs de l'université d'Orléans. » Ce qui nécessite une articulation dans la mobilité en avançant « sur le projet rail » entre Orléans, Pithiviers et Malesherbes. D'où une réflexion sur « un modèle de déplacement (...) qu'il faut penser à l'échelle de la région », domaine qui touche également « l'habitat individuel, consommateur d'énergie et de déplacement. »

Autre point crucial : la désertification médicale. Parce que, a-t-il affirmé avec force, « la prise en charge des soins est déterminante pour l'installation des gens sur un territoire. »



Les questionnements spécifiques au bassin de vie de Pithiviers:

- Des liaisons ferroviaires à réhabiliter ?
- Une industrie à révéler et à fédérer ?
- Une agriculture innovante et coopérative ?
- l'A19, un atout pour quelle dynamique ?
- Le Pithiverais, un espace de transit ?
- Attractivité et inclusion culturelle et sociale.



Atelier 1 : Aménagement et développement durable du territoire

Animation : Jean-Philippe GRAND, conseiller régional, président de la commission Aménagement du territoire, Logement, Habitat, Projets de développement rural, Technologies de l'information et de la communication

Plaidoyer pour un train

L'atelier Aménagement de Pithiviers a montré un territoire uni face au défi démographique du vieillissement et de la migration des Franciliens. Selon les participants, le développement du territoire passera par la réhabilitation de la desserte ferroviaire vers Orléans.

Dans une zone d'emploi étendue et peu dense, aux confins de l'Ile-de-France et du Centre, « la question de la cohésion territoriale est particulièrement vive », indique un conseiller économique, social et environnemental, en préambule à cet atelier. « Nous étudions déjà depuis trois ans l'avenir de notre territoire en rassemblant quatre-vingt seize communes au sein d'un Schéma de cohérence territoriale (SCOT) », insiste une élue.

La proximité avec le sud de l'Ile-de-France apporte des populations nouvelles : « Les migrations sont dues aux difficultés de logement des Franciliens », résume la maire de Pithiviers. « Ces nouvelles populations ont des besoins importants en terme de transport, de services, que nous ne pourrions jamais offrir », soulève un conseiller général. « Nous devons renforcer les services de proximité », appuie un maire, qui relaie la crainte générale de transformation du Pithiverais en une zone de transit et de contournement de la région capitale.

Entreprises, éducation, santé : soutenir les services de proximité

Pour faire fructifier les atouts de la zone d'emploi et fixer de nouvelles populations qui pourront travailler sur place, un élu du Département appelle au soutien des zones d'activité afin d'attirer de nouvelles entreprises. « Le développement exogène est tari », tempère un représentant de la Région, qui milite plutôt pour une aide aux entreprises existantes. Les deux ne sont pas incompatibles, répond en substance le pre-

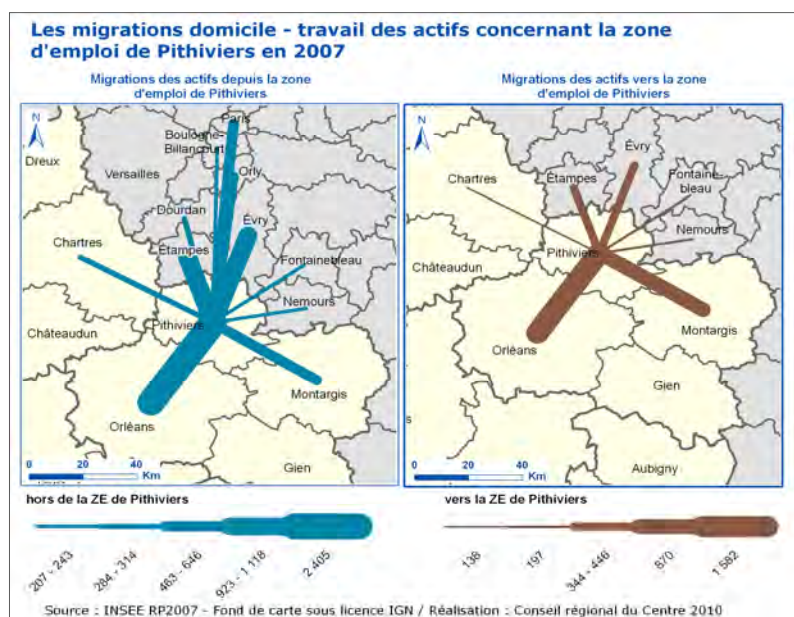
mier qui, à propos d'un projet de centre d'affaires et de pépinière d'entreprises porté par les collectivités locales et la CCI du Loiret, reconnaît toutefois que le déficit de fonctionnement, estimé à 100.000 € par an, pourrait freiner les collectivités. Une conseillère d'information et d'orientation intervient alors : « Comme le soutien aux entreprises, celui au service de l'éducation doit être considéré comme prioritaire ». Même si son fonctionnement reste déficitaire.

Autre service de proximité longuement abordé, celui de la santé. La désertification médicale est illustrée par plusieurs anecdotes et la Fédération des familles rurales insiste sur l'urgence d'une solution en raison du vieillissement de la population. Au-delà de la rénovation de l'hôpital de Pithiviers, la mutualisation des plateaux techniques est évoquée avec les hôpitaux voisins d'Etampes et Neuville-aux-Bois.

Réhabiliter la desserte ferroviaire fret et voyageurs

La réhabilitation de la ligne ferroviaire Orléans-Pithiviers a fait l'objet d'une pétition de « quelques milliers de si-

gnatures », selon le président de l'association La Micheline et enseignant. Inscrite au SCOT, la desserte serait un « atout indispensable pour attirer des médecins, des industriels qui ne peuvent recruter des cadres de haut niveau, des chercheurs ». « Et pour des jeunes qui voudraient aller se former à Orléans », ajoute un étudiant. Le président de l'association se dit alors étonné par le décalage entre le consensus en faveur de la relance de cette ligne et l'absence d'engagements des acteurs locaux. Le représentant du Conseil général renvoie sur la Région, autorité organisatrice des transports, qui renvoie sur Réseau Ferré de France. La ligne sera sans doute déficitaire, mais il s'agit d'un axe structurant pour le Pithiverais, est-il répondu. La présidente de la Communauté de communes de Malesherbes ajoute que son territoire accueille de grandes entreprises et demande l'extension de cette ligne ferroviaire jusqu'au nord du département. Un agriculteur céréalier ajoute aussi un atout face aux concurrents ukrainiens et russes.





Atelier 2 : Formation

Animation : Carole CANETTE, vice-présidente en charge de la Culture et de la Créativité numérique

S'adapter aux mutations économiques

Adapter les formations aux mutations économiques, et surtout les devancer, c'est finalement l'ambition partagée et affichée des participants de cet atelier afin de rendre le territoire plus attractif, créer de l'emploi si possible non « délocalisable », et ainsi assurer un dynamisme spatial et social, cohérent et pérenne.

Face à un territoire particulièrement marqué par son passé et son présent industriel – bien au-delà de la tendance régionale – la question de l'éducation et de la formation semble une véritable problématique partagée par les différents acteurs qui ont participé à cet atelier « Formation, éducation et emploi ». L'enjeu est d'autant plus essentiel que la population est dans son ensemble moins diplômée, voire moins formée qu'ailleurs en région Centre, alors même que le territoire semble en forte mutation.

Les apprentis migrent

Malgré trois lycées professionnels et le lycée d'enseignement général et technologique de Pithiviers, l'offre de formation paraît trop limitée, selon les participants. Un élu a par exemple pointé l'absence d'apprentis sur le territoire. En réalité, 435 jeunes du bassin effectuent un apprentissage, mais en dehors, le plus souvent à Or-

léans faute de structure. « Beaucoup de demandes restent, hélas, en suspens », a d'ailleurs regretté le maire de Malesherbes. Si la construction d'un CFA ne semble visiblement pas le plus pertinent d'après les participants, l'intégration de classes de formation des apprentis dans des structures telles que les lycées existants a davantage été approuvée par les acteurs présents à la discussion.

Mais alors quelles formations y dispenser ? Selon une mère de famille confrontée aux études de ses enfants, « le minimum de réalisme c'est de répondre aux besoins des entreprises ». Un constat certes partagé par bon nombre de participants, mais « insuffisant » d'après les professionnels de l'éducation présents. « 50 % des jeunes formés ne travaillent pas, *in fine*, dans le domaine inhérent à leur formation. Cela veut dire qu'il ne faut pas les priver des outils nécessaires pour qu'ils puissent, dans le futur, s'adapter et se réorienter », a indiqué un cadre de la Région spécialisé dans la formation.

L'aide à la personne : formations insuffisantes

Des besoins se font d'ores et déjà sentir sur le bassin de vie de Pithiviers, encore plus qu'ailleurs : il s'agit du secteur de l'aide à la personne, du handicap et de la dépendance. Des forma-

tions existent, mais elles semblent insuffisantes en nombre de jeunes formés, aux dires de certains participants. « Dans ce domaine, il y a certes un besoin de professionnels de niveau CAP, mais il y a aussi un besoin en Bac pro », a affirmé une femme travaillant dans ce secteur. Mais selon un spécialiste de l'aménagement du territoire, qui reconnaît ces carences en matière de désertification médicale et d'assistance à la personne, l'avenir du territoire ne peut se résumer à cette thématique qui ne développe pas, selon lui, « une vision ambitieuse pour le territoire ». D'après lui, il faut trouver de nouveaux débouchés, et faire en sorte que le territoire soit attractif en voulant valoriser de nouvelles filières, telles que dans le domaine de l'agriculture et l'agro-alimentaire par exemple pour valoriser la filière agricole via de nouveaux débouchés.

Malgré l'absence de lignes de chemin de fer vers Orléans, et des infrastructures routières tout à fait classiques, la question de la difficulté d'accès aux formations supérieures plus éloignées, telles qu'à Orléans, n'a pas suscité outre mesure la prise de parole. Un père a toutefois évoqué le coût pour les familles aux faibles revenus, notamment en terme de logement.

Atelier 3 : Plan Climat

Animation : Marie-Madeleine MIALOT, vice-présidente de la Région en charge de l'Economie, de l'Emploi, de l'Agriculture, de l'Artisanat et de l'Economie solidaire

Réduire les fuites d'énergie

A partir du diagnostic des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des consommations d'énergie du Pithivierais, qui reflète bien la réalité du territoire, les participants se sont attachés à identifier des pistes d'actions

pour les réduire, en particulier dans les domaines du transport, de l'agriculture et de l'habitat.

La prédominance du logement individuel sur le collectif par rapport à la moyenne régionale a été pointée en ce sens qu'il consomme plus d'espace et

d'énergie que l'habitat collectif, et qu'il génère souvent des déplacements plus longs.

Parmi les questions soulevées, quelles actions peut-on envisager sur le foncier, au travers des PLU et des SCOT



notamment ? Une adjointe à la mairie de Pithiviers a indiqué que le PLU limitait désormais les terrains à 600 m² et que des immeubles (3 étages maxi) étaient en construction pour densifier l'habitat.

Peut-on réinventer un habitat collectif capable de séduire les nouveaux arrivants, Franciliens notamment ?

Privilégier la réhabilitation énergétique

Autre point largement débattu, la nécessité de réhabiliter le parc de logements anciens. Un représentant de l'Espace Info Energie (Ademe) a rappelé que 66 % des logements du Pithiverais datent d'avant 1975 (contre 61 % pour la moyenne nationale). Plusieurs participants ont insisté sur le fait que la rénovation énergétique (isolation) de ces bâtiments énergivores était pourvoyeuse d'emplois locaux.

Pour le représentant du Comité de Liaison énergies renouvelables (CLER), « développer et maîtriser l'énergie localement constitue une voie pour sortir de la crise ». Investir dans la rénovation énergétique du parc d'habitation existant permettrait de créer des

emplois pour les jeunes.

Dans le résidentiel, le chauffage représente ainsi à lui seul 75 % de la consommation d'énergie. Pour faciliter la tâche des collectivités, souvent démunies sur les questions techniques de maîtrise de l'énergie, la création d'une Agence locale de l'énergie a été suggérée.

Concernant l'agriculture, les discussions ont porté sur le développement de modes de production moins consommateurs d'énergie et d'engrais. 60 % des émissions sont en effet liées aux fertilisants (en raison des émissions de protoxyde d'azote issu des produits azotés).

Un représentant du CESER précise que les types d'assolement peuvent modifier les choses. L'idée de développer des circuits courts et de valoriser les produits locaux est également avancée pour limiter le coût environnemental des produits.

Limiter les déplacements

Le transport représente la part la plus importante des émissions de GES (31 %) et les trajets domicile-travail

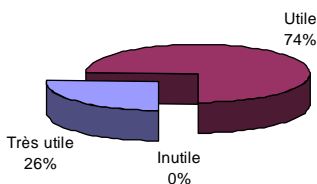
restent la cause principale des déplacements. Certains participants ont déploré la faible part de covoiturage (6 %) qui pourrait être encouragé via un site Internet ou des Plans de déplacements entreprise (PDE). Sachant que la voiture émet 4 fois plus que les transports en commun, ces derniers doivent impérativement être développés, notamment entre Orléans, Pithiviers et Malesherbes (réhabilitation de la ligne SNCF ?).

Les déchets génèrent pour leur part 1 % des GES, comme pour la région. Les participants insistent sur la nécessité de limiter les emballages et de développer les composteurs, déjà plébiscités dans certains secteurs.

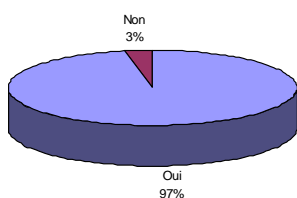
Face à la difficulté de changer les comportements individuels, ces problématiques très transversales posent la question de la gouvernance face au défi climatique : la collectivité doit donner aux habitants des possibilités concrètes d'agir. On sent en effet une forte attente des citoyens à leur égard, même s'ils ont conscience qu'une remise en question personnelle s'avère aussi indispensable.

Quelques éléments recueillis dans les questionnaires

100% des personnes ayant répondu au questionnaire ont trouvé ce forum utile ou très utile.



97% des participants estiment que la possibilité de s'exprimer leur a été réellement donnée au cours de ce forum.



Avez-vous des suggestions, des idées, des projets pour « Préparer l'avenir de votre territoire » ?

(Evaluation faite à partir de 33 questionnaires sur 72 participants)

- ↳ Permettre le développement de la formation continue notamment dans le secteur des services à la personne et (dans le domaine sanitaire et social) car les besoins existent et les organismes de formation sont très peu présents.
- ↳ Améliorer l'offre secondaire d'éducation qui permettrait aux entreprises de s'installer sur une zone d'emploi avec des compétences recherchées
- ↳ Être tenu régulièrement des avancées de ce document et un aboutissement rapide des projets plébiscités par les citoyens. Ne pas rester sur des paroles ou des papiers (transport / milieu médical)
- ↳ Développer la production d'énergie renouvelable
- ↳ Développer la création d'entreprise
- ↳ Favoriser la mobilité durable et le co-voiturage

Regard sur la zone d'emploi de Pithiviers

Forum territorial du mardi 7 décembre 2010



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- La formation tout au long de la vie
- L'agriculture et le tourisme
- Changement climatique, énergie et environnement

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2007)	60 239	2 526 902
dont part population urbaine	18,6 %	45,8 %
part population périurbaine	50,9 %	27,8 %
part population rurale	30,6 %	27,6 %
Evolution 1999-2007	+0,7 %	+0,4 %
Poids dans la région	2,4 %	///
Population active résidente (2007)	28 398	1 165 645
Superficie (km ²)	1 198	39 151
Densité (habitants/km ²)	50,3	64,5
Nombre de communes	86	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	25 962	1 016 428
Nombre d'emplois salariés (2007)	23 705	925 910
Taux de chômage (2T 2010)	8,8 %	8,6 %

Sources :

Population : Insee, RP 2007
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Présentation générale de la zone d'emploi de Pithiviers

Au Nord du Loiret, entre le Val de Loire et l'Île-de-France, aux confins de la Beauce et du Gâtinais, les paysages de la zone d'emploi de Pithiviers, sont dominés par la vaste plaine de Beauce.

A l'Est, l'espace est davantage bocagé tandis qu'au Sud, la forêt sépare les bassins de Pithiviers et d'Orléans.

La zone d'emploi compte environ 60 200 habitants, répartis sur 86 communes dont les principales sont Pithiviers et Malesherbes. Près des deux tiers des communes comptent moins de 500 habitants.

Pithiviers est située à 50 kilomètres d'Orléans, de Montargis et de Fontainebleau, et seulement 80 de Paris.

Les autoroutes A10 et A6 ceinturent la zone d'emploi, et renforcent l'accessibilité vers Paris, tandis que l'A19 irrigue le territoire d'Est en Ouest.

En revanche, Pithiviers est orpheline du trafic ferroviaire voyageurs depuis la fermeture de la ligne Pithiviers - Paris. Des élus et associations se battent toutefois pour la réouverture de la ligne Pithiviers - Orléans.

A contrario, Malesherbes est desservie par le train avec près d'une trentaine de départs chaque jour, à destination du cœur de la capitale (Châtelet-les-Halles).

La gare de Malesherbes est en effet située au terminus de la ligne D4 du RER sur le réseau Transilien, mais en dehors de la zone 6 ce qui, en théorie, empêche les usagers de bénéficier de la carte Orange.

« *Haud inultus premor* ». Telle est la devise de la ville de Pi-

thiviers, qui signifie ? « *On ne me presse pas impunément* ». Symbole d'une construction ancrée dans le temps et dans un environnement singulier.

D'origine très ancienne, Pithiviers, appelée autrefois Pluviers et Piviers, est construite sur un monticule, dominant le ruisseau de l'Oeuf. Selon les manuscrits anciens, la ville actuelle n'occuperait pas l'emplacement de la localité primitive.

Sous le règne de Hugues Capet, Aloïse de Champagne (*ducisoe aurelianensis*), y bâtit un château, flanqué d'une tour de plus de cent pieds, construite pour communiquer avec les donjons d'Yèvre-le-Châtel, d'Etampes et de Montlhéry. Tout porte à croire que date de cette époque la fondation de la ville actuelle.

La ville fut plusieurs fois dévastée par des incendies. Pithiviers renaît de ses cendres durant le règne de Louis XIV. En 1804, une épidémie d'une extrême vigueur sévit à Pithiviers et ses environs.

Autrefois, on y exerçait le commerce de laine, de vin, de miel, et de safran, que l'on récoltait sur place. Les pâtés d'alouettes fabriqués à Pithiviers faisaient les délices des gastronomes. Les gâteaux d'amandes, également réputés, subsistent encore de nos jours.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande furent réquisitionnés par l'occupant et utilisés comme camp de transit par le gouvernement de Vichy. Plus de 18 000 « étrangers de race juive » dont 4 000 enfants y furent regroupés avant leur



déportation. Rares sont ceux qui survécurent.

Dès la fin du 19^e siècle, l'industrie joue un rôle prépondérant, principalement grâce à la sucrerie, dont les effectifs ont atteint jusqu'à 1 200 personnes. Aujourd'hui, elle emploie près de 130 salariés pour une production qui a plus que triplé.

Le scénario est similaire pour la malterie dont la production est toujours utilisée dans les bières et whiskys nobles. Au début du 20^e siècle, l'usine à engrais a exercé une activité économique importante jusqu'au début des années 2000, laissant derrière elle une friche.

Pithiviers est aujourd'hui le plus important pôle économique de la zone avec près de 6 500 emplois, suppléée par Malesherbes.

Les emplois se concentrent sur les secteurs agro-alimentaires et de l'édition-imprimerie avec Brossard France (biscuiterie), Jacquet Céréales (pains et pâtisseries), Mauray, Interforum ou encore Brun...

La question de la présence des services publics se pose avec le départ de certains services de l'Etat tel que le tribunal d'instance en 2009.

Population et logement

La population de la zone d'emploi est de 60 239 habitants selon le dernier recensement daté de 2007. Son profil est majoritairement péri-urbain en raison de la proximité des bassins d'emplois parisiens et orléanais. Ainsi, plus de la moitié de la population de la zone vit dans l'espace péri-urbain, 30% dans l'espace rural et moins de 20% de la population vit dans l'unité urbaine pithivérienne (soit 11 175 habitants). La deuxième ville la plus peuplée sur la zone, après celle de Pithiviers, est Malesherbes (6 015 habitants), située au Nord-Est, à la frontière de l'Île-de-France.

Une dynamique démographique globalement soutenue

La dynamique démographique de la zone d'emploi sur la période 1999-2007 est très positive : sa croissance annuelle moyenne (+0,67 %) est sensiblement supérieure à la croissance régionale (+0,44 % par an). Ce taux, qui figure parmi les plus élevés de la région, est également très proche de celui constaté sur la période 1990-1999 (+0,68 % par an). Ainsi, en 2007, la zone d'emploi comptait 3 137 individus de plus qu'en 1999. Tout comme pour la période précédente, l'augmentation de la population de 1999 à 2007, est essentiellement due à un solde migratoire très positif (+0,5 %), et dans une moindre mesure à un solde naturel également favorable (+0,3%). Sur ces deux dernières décennies, on constate que l'écart entre le solde naturel et le solde migratoire tend à se réduire en raison d'une légère diminution de la progression du solde migratoire, et d'une augmentation plus soutenue

du solde naturel.

Des communes rurales de plus en plus liées aux pôles urbains

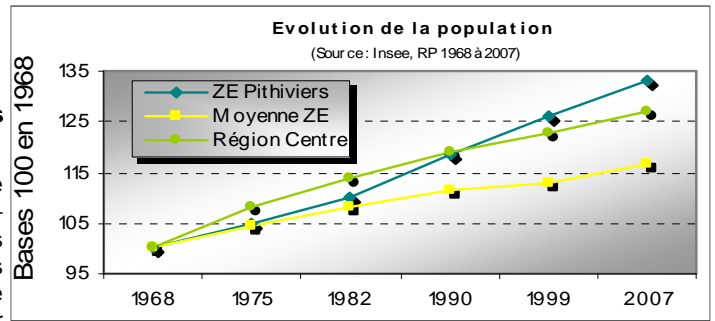
Cette croissance démographique est liée à la proximité de l'Île-de-France et d'Orléans. Ainsi, les communes péri-urbaines sont les principales bénéficiaires de ce dynamisme démographique. Leur

taux de croissance est de 1,03%/an en moyenne, tandis que l'unité urbaine de Pithiviers perd des habitants à hauteur de -0,33%/an en moyenne. L'évolution démographique est particulièrement positive au Sud de la zone, bordée par la forêt d'Orléans et autour du pôle de Beaune-la-Rolande.

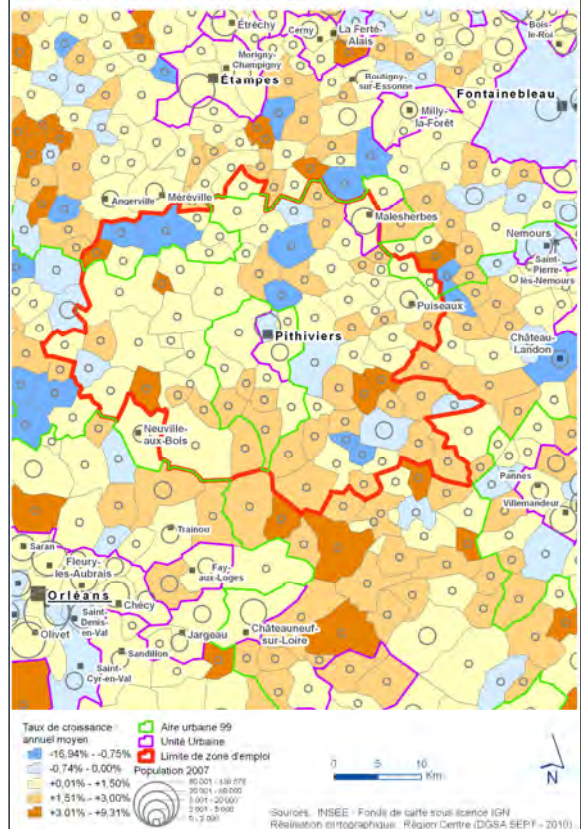
La population de la zone d'emploi pithivérienne est plutôt jeune. La part des moins de 20 ans est plus élevée que la part régionale (26% contre 24%), mais aussi plus élevée que la part des 60 ans et plus (22%). La part des 20-30 ans (étudiants, jeunes actifs...) est cependant inférieure à la moyenne régionale (10% contre 11,3%). La part des personnes entre 30 et 45 ans est supérieure à la moyenne régionale (21,4% contre 20%).

Une pression foncière sur les franges Nord et Sud de la zone d'emploi

Le parc de logements se caractérise par une forte proportion de propriétaires occupants et de logements individuels. L'habitat est particulièrement ancien: 44,4% des résidences principales ont été construites avant 1949, contre 33,2% en région. La part des résidences secondaires est supérieure à la moyenne régionale: 9,7% (contre 7% en région) mais elle a fortement diminué depuis 1990 (15,5%), ce qui s'explique par sa transformation en résidences principales. De par sa proximité avec l'Île-de-France, le territoire connaît une pression foncière importante au Nord, aux alentours de Malesherbes. Mais elle est aussi ressentie dans le Sud du territoire du fait du cadre naturel attrayant et de



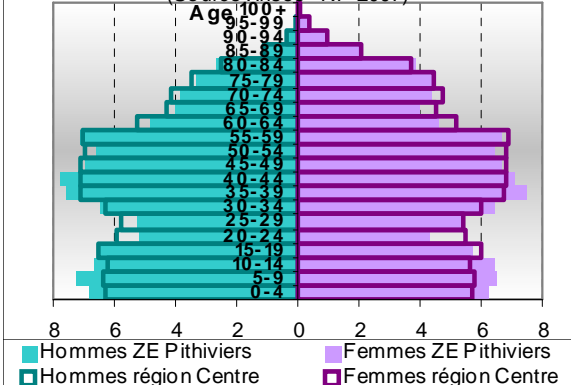
Evolution de la population par commune entre 1999 et 2007 sur la zone d'emploi de Pithiviers



la proximité de l'agglomération orléanaise. Le parc social de la zone est modeste (moins de 3 000 logements) et concentré sur la ville de Pithiviers (la moitié du parc social total). **Un programme de rénovation urbaine** a été engagé sur le quartier Saint Aignan à Pithiviers. Le but est de désenclaver ce quartier et améliorer la qualité de vie des habitants.

Pyramide des âges de la population

(Source : Insee - RP 2007)



Evolution de la population de la ZE de Pithiviers

	1975	1982	1990	1999	2007
Population	47 554	49 843	53 738	57 102	60 239
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007
Variation de la population en nombre	+ 2 239	+ 2 289	+ 3 895	+ 3 364	+ 3 137
- due au solde naturel	+ 432	- 152	+ 451	+ 880	+ 1 176
- due au solde migratoire	+ 1 807	+ 2 441	+ 3 444	+ 2 484	+ 1 961
Variation annuelle moyenne de la population en %	+ 0,7 %	+ 0,7 %	+ 0,9 %	+ 0,7 %	+ 0,7 %
- due au solde naturel en %	+ 0,1 %	+ 0,0 %	+ 0,1 %	+ 0,2 %	+ 0,3 %
- due au solde migratoire en %	+ 0,6 %	+ 0,7 %	+ 0,8 %	+ 0,5 %	+ 0,4 %

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2007 exploitations principales - Etat civil

Revenus

2008	ZE	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	18 332 €	18 207 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	63,0 %	61,4 %
Pensions, retraites, rentes	23,3 %	26,6 %
Revenus des professions non salariées	7,7 %	6,2 %
Autres revenus	6,1 %	5,8 %
% des ménages fiscaux non imposés	44,1 %	44,3 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

En 2008, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi de Pithiviers s'élève à 18 332 euros, soit seulement une certaine d'euros de plus que la moyenne régionale.

La richesse des ménages résidant sur la zone d'emploi est semblable à ce que l'on observe pour l'ensemble de la région Centre. En témoigne également la part des ménages fiscaux non imposés : 44 %.

La ville de Pithiviers accueille une population aux revenus médians sensiblement plus modestes (14 454 euros). C'est l'un des niveaux de reve-

nus médians les plus bas des communes de la région Centre. Les ménages des communes de la couronne pithiveraise ont, à l'inverse, des revenus plus élevés que la moyenne de la zone.

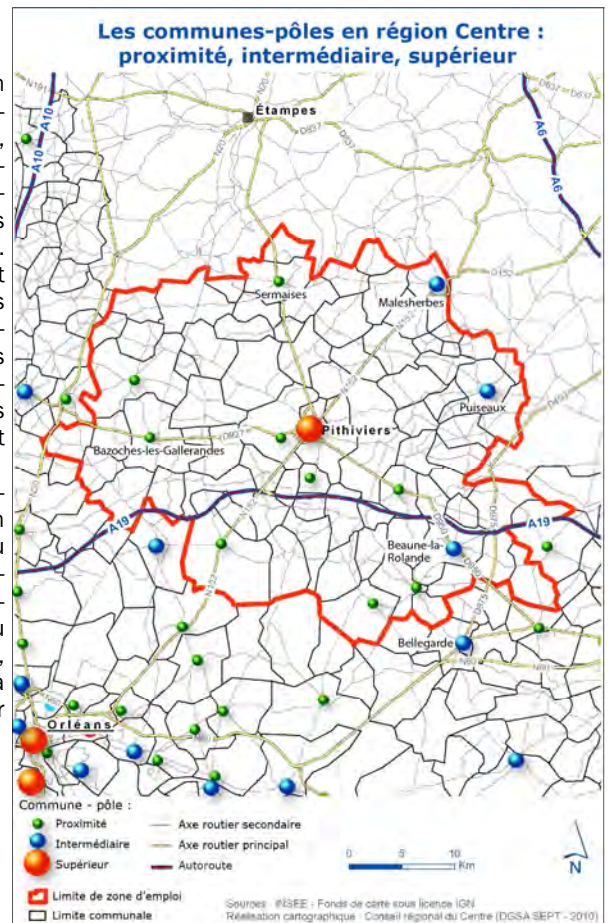
La part des salaires est légèrement plus élevée que la moyenne régionale (63,0 % contre 61,4 % en région Centre), en lien avec le poids de l'industrie dans cette zone. La part limitée des pensions et retraites (23,3 % contre 26,6 % en moyenne régionale) s'accorde, quant à elle, à la part relative plus faible dans la zone des personnes âgées.

Équipements et services à la population

Au sein de la zone d'emploi, la ville de Pithiviers, comptant 8 780 habitants, constitue un **pôle de services supérieur** : elle offre 27 équipements de gamme supérieure sur 36¹. La ville présente l'avantage d'être située au centre de sa zone d'emploi (la plupart des communes en sont distantes de moins de 20 kilomètres), facilitant l'accessibilité à ses services et équipements comme le centre hospitalier, le cinéma, le théâtre, le centre aquatique... Le commerce est bien présent à Pithiviers qui a connu un développement important de la grande distribution. Mais l'évasion commerciale est encore présente, notamment pour les produits non alimentaires.

Trois pôles de gamme intermédiaire viennent en appui à Pithiviers: Puisseaux, Malesherbes et Beaune-la-Rolande situés à l'Est du territoire. Le maillage de la zone d'emploi se complète par **neufs pôles de proximité** répartis sur le territoire excepté le quart Nord-est et offrant les équipements nécessaires à la vie quotidienne. Ce maillage permet à tous les habitants de la zone d'être à moins de 15 minutes en voiture des équipements de proximité.

Globalement, la part de la population bénéficiant des équipements et services courants (épicerie, boulangerie, Poste...) sur sa commune est largement inférieure aux moyennes régionales. Cependant, la disposition des pôles couvre assez bien le territoire. En effet, la structure commerciale est relativement équilibrée avec plusieurs pôles relais en dehors du pôle principal de Pithiviers. L'accès aux services et équipements peut constituer toutefois une part de difficulté pour les personnes à mobilité réduite vivant dans les communes rurales. Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais a lancé une nouvelle Opération de Restauration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC). Ce nouveau programme appelé maintenant Opération Collective de Modernisation du Commerce et de l'Artisanat (OMC), prévu pour la période 2010-2014, a pour but de moderniser et développer l'artisanat et le commerce.



	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épicerie, supérettes	19	10	11,6	46	66,8	3,2	3,2
Boulangeries	33	20	23,3	62,1	84,3	5,5	6,9
La Poste	12	12	14	51,1	77,2	2	2,5
Banques, caisses d'épargne	26	9	10,5	46,3	66,8	4,3	5,5
Médecins, omnipraticiens libéraux	42	15	17,4	57,3	77,2	7	8,8
Pharmacies	19	12	14	52,7	74,3	3,2	3,6
Hébergements pour personnes âgées	9	8	9,3	41,3	60,8	1,5	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	9	5	5,8	36,9	52,6	1,5	1,3
Équipements sportifs	251	43	50	///	///	42	51

Source : INSEE, BP 2008-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix— Recensement national des équipements sportifs au 07.2010

1 NOTE : Définition INSEE

L'INSEE définit les **pôles de services** (supérieurs, intermédiaires, proximité) en se référant à la nomenclature de la Base Permanente des Équipements. Une commune est considérée comme pôle de service si elle concentre au moins la moitié des équipements de la gamme.

Ainsi, la gamme de proximité comporte 24 équipements (services et commerces) nécessaires à la vie quotidienne : épicerie, bureau de poste, école maternelle...

La gamme intermédiaire comporte 27 équipements : supermarché, gendarmerie, collège, etc...

La gamme supérieure comporte 36 équipements : hypermarché, lycée, maternité...

Des insuffisances dans le domaine de la santé et des services à la personne

La situation du pithiverais en franges franciliennes crée des besoins particuliers dans le domaine de la petite enfance.

La densité des médecins de la zone d'emploi est inférieure à celle de la région qui est déjà faible par rapport au niveau national (7 médecins pour 10 000 habitants, contre 9 en région) et fait l'objet de disparités territoriales. Des carences en médecins spécialistes sont également relevées. Afin de palier à la désertification médicale, des maisons de santé pluridisciplinaires sont en projet comme à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande. Le territoire dispose d'un centre hospitalier à Pithiviers (270 lits), établissement de proximité du Nord du Loiret, auquel s'ajoute un hôpital local à Beaune-la-Rolande dont une grande majorité des lits est destinée à l'hébergement de personnes âgées.

La prise en charge des personnes âgées pâtit d'un nombre limité de structures d'hébergement, mais il tend à progresser, des structures sont en projet. Les services d'aides à domicile sont à renforcer

au regard de la demande actuelle et de son probable développement. Le niveau global d'équipements culturels et sportifs est modeste. En matière de culture, l'offre est concentrée sur l'agglomération de Pithiviers: un musée municipal d'art et d'histoire (en

cours de restructuration), un cinéma, le théâtre du donjon (salle de spectacle)... Orléans reste toutefois le pôle de référence en la matière. En termes de densité d'équipements sportifs, la zone d'emploi est moins bien pourvue que la région, avec 42 équipements

pour 10 000 habitants, contre 51 dans le centre. La création d'une médiathèque mais aussi d'un centre aquatique à Pithiviers sont des exemples de réponse aux besoins de renforcement de l'offre culturelle et sportive.

Pithiviers est une des rares communes de cette taille à concentrer un tissu associatif aussi étoffé: plus de 70 associations sportives et culturelles offrent aux habitants une diversité d'activités (association des grandes orgues de l'église, association du musée des transports de Pithiviers...).

Population active

Une forte croissance de la population active résidente

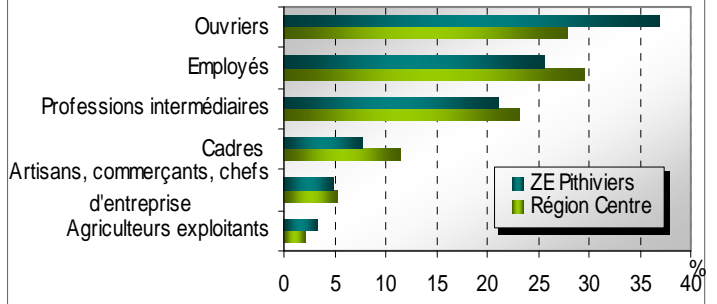
Entre 1999 et 2007, le nombre d'actifs habitant dans la zone d'emploi de Pithiviers est passé de 25 931 à 28 398, progressant ainsi de 1,1% par an en moyenne (+ 0,7 % par an pour la région). Le rythme de progression de la population active s'est accéléré par rapport aux périodes 1990-1999 (+ 0,8% par an contre + 0,5% en région) et 1982-1990 (+ 0,9% par an en moyenne contre + 0,6% en région). Cette croissance est entretenue par l'arrivée d'actifs venant d'autres zones et qui y conservent leur emploi.

Une population active à forte dominante ouvrière et agricole

Plus jeune et moins diplômée, la population active résidant dans la zone d'emploi de Pithiviers se caractérise par une forte proportion d'ouvriers: 36,8% contre 28% en région centre. Cette part a toutefois diminué entre 1999 et 2007 (- 3 points). La part des agriculteurs est également plus importante dans la zone qu'en région (respectivement 3,4% et 2,2%), même si elle a régressé d'un point entre 1999 et 2007. A l'inverse, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont fortement sous-représentés dans la zone : 7,8% contre 11,3% en région. De même pour

Répartition de la population active par catégorie socioprofessionnelle

(Source : Insee, RP 2007 exploitations principales)



les professions intermédiaires qui représentent 21% des actifs dans la zone contre 23,2 % en région. Cependant, ces catégories socioprofessionnelles connaissent les plus fortes progressions entre 1999 et 2007 avec respectivement + 1 point et + 3 points. Les employés sont moins représentés dans la zone qu'en région: 25,5% des actifs contre 29,5% au niveau régional.

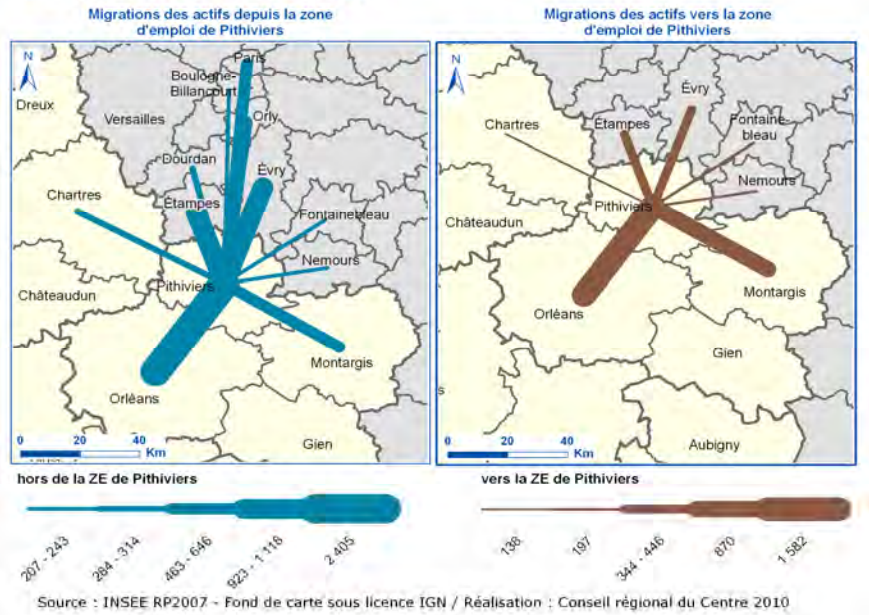
Déplacements domicile-travail

Une zone d'emploi fortement tournée vers l'Île-de-France

En 2007, 8 624 actifs résidents vont travailler hors de la zone de Pithiviers et 4 518 actifs extérieurs viennent y travailler. La zone de Pithiviers est donc marquée par un fort déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs sont près de deux fois plus nombreuses que les entrées. Ce déséquilibre s'est renforcé entre 1999 et 2007 : on recensait 6 811 actifs sortants et 4 442 entrants en 1999.

Cette situation s'explique principalement par la forte attractivité exercée par l'Île-de-France : plus de la moitié des échanges ont lieu avec cette région. On compte 5 121 sortants vers la région francilienne contre seulement 1 513 entrants, soit 3,4 fois plus de sortants que d'entrants. Cette situation est notamment expliquée par les relations entretenues avec la zone d'emploi d'Evry : on compte 1 118 sortants contre 446 entrants, mais aussi avec celle d'Etampes (923 sortants contre 344 entrants) et Paris (646 sortants contre 25 entrants). Le solde des entrées-sorties avec l'Île-de-France est passé -2 643 en 1999 à -3 608 en 2007. Le tiers des échanges ont lieu avec la zone d'emploi d'Orléans. On compte 2 405 sortants d'actifs vers la zone d'Orléans contre 1 582 entrants, soit 1,5 fois plus de sortants que d'entrants. Le solde des entrées-sorties avec la zone d'Orléans est passé de -12 actifs en 1999 à -823 en 2007. Au total, le sol-

Les migrations domicile - travail des actifs concernant la zone d'emploi de Pithiviers en 2007



de déficitaire des entrants-sortants de la zone de Pithiviers a quasiment doublé entre 1999 et 2007, en passant de - 2 369 actifs à -4 105 actifs.

La part des résidents ayant un emploi hors de la zone de Pithiviers s'est élevée de 29 % en 1999 à 33% en 2007. Ces actifs vont principalement travailler vers la zone d'Orléans (2 405 soit 9,3% des actifs résidents), d'Evry (1 118 soit 4,3%

des actifs résidents), d'Etampes (923 soit 3,6%), de Paris (646 soit 2,5%).

Près de 21% des emplois de la zone sont occupés par des actifs non résidents.

Ces actifs résident principalement dans la zone d'Orléans (1 582 soit 7% des actifs travaillant dans la zone), de Montargis (870 soit 4% des actifs), d'Evry (446 soit 2% des actifs), d'Etampes (344 soit 1,6% des actifs).

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Plus de la moitié des emplois dans la sphère non présenteielle

Dans la zone de Pithiviers, la part de l'économie présenteielle - regroupant les activités répondant aux besoins des habitants et usagers du territoire - est faible par rapport à celle de la région Centre (respectivement 48,1 % et 64,4 % des effectifs salariés). Cette différence s'explique principalement par le fait que le secteur de la "santé, action sociale" est nettement moins important qu'en moyenne puisqu'il représente 8,8 % des effectifs salariés dans la zone contre 13,1 % en région Centre.

Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère non présenteielle - couvrant les activités de production ou contribuant à la production de biens consommés hors du territoire - très supérieure à la moyenne régionale : elle regroupe 51,9 % des emplois salariés de la zone contre seulement 35,6 % pour la région Centre. L'industrie y est particulièrement importante.

Les "industries agricoles et alimentaires" et "l'édition, imprimerie, reproduction" dominent le paysage industriel

"L'industrie du papier et de l'imprimerie" est la première activité industrielle de la zone d'emploi de Pithiviers, totalisant 9,4 % des effectifs salariés contre 1,5 % en région Centre. Son développement dans la zone remonte aux décentralisations des années 60. En effet, au nord du territoire, l'industrie du livre prédomine, notamment grâce aux sites de production Maury, spécialisés dans l'impression d'ouvrages et de magazines. C'est le premier employeur de l'arrondissement de Pithiviers, (1 000 salariés environ) et la première société de ce secteur économique à s'être installée à Malesherbes. Ce pôle industrie du livre s'est construit au fur et à mesure des implantations d'entreprises prestataires dans ce secteur d'activité, qui se sont rassemblées sans véritable politique préalablement prédéfinie. Citons le centre de distribution du groupe Vivendi, Interforum (450 salariés), les reliures Brun (environ 150 salariés), l'imprimerie de Pithiviers (55 salariés).

Les transporteurs Bellmas (190 salariés), Sabatte (70 salariés), Dauvilliers complètent le pôle.

Les "industries agroalimentaires", les plus anciennes sur le territoire, sont également très présentes et regroupent 6,2 % des emplois de la zone contre 2,4 % en région Centre. Ce sont elles qui ont suscité l'apparition de l'industrie dans le Pithiverais à la fin du 19ème et au début du 20ème siècle. C'est ainsi à partir du miel que la Maison Gringoire a développé la fabrication de pain d'épices. Jean Gringoire, héritier d'une famille de pâtisseries (qui fabriquaient le fameux Pithiviers), décida en 1922 de s'orienter vers la production de grande consommation. Gringoire, repris par Brossard emploie aujourd'hui environ 220 salariés. Fondée en 1877, la Sucrierie de Pithiviers fut la première installée au Sud de Paris. Au début du 20ème siècle, elle transformait plus de 20 000 tonnes récoltées dans les 50 km à la ronde, et pouvait mobiliser 1 200 ouvriers. Aujourd'hui, elle appartient au groupe la Vermandoise et emploie environ 130 personnes. On compte aussi les abattoirs de volailles du groupe Doux qui emploient environ 200 personnes et une malterie du groupe Soufflet qui compte environ 50 personnes.

Des activités industrielles diversifiées

De nombreuses autres activités industrielles composent une économie locale diversifiée.

La zone d'emploi de Pithiviers accueille des activités variées dans l'industrie automobile : les équipementiers Tyssenkrupp Sofedit (420 salariés) et Bowden (220 salariés), les batteries Steco-Power (240 salariés), l'atelier de galvanisation et traitements de surfaces Galva 45 (160 salariés), le fabricant de carrosserie

Cargo-van (80 salariés). "L'industrie automobile" et la "fabrication d'équipements électriques" sont plus importants qu'en moyenne : ils emploient respectivement 3,3 % et 1,5 % des effectifs de la zone (contre 1,0% chacun en région Centre).

Les savoir-faire issus de la fabrication d'engrais et plus globalement le travail de la chimie ont attiré le secteur pharmaceutique qui joue également un rôle primordial avec Isochem (200 salariés), le laboratoire 3M Santé (environ 80 salariés depuis l'abandon des productions de médicaments début 2009) et les sociétés Orgapharm SAS (75 salariés). Les secteurs de la "chimie", du "caoutchouc-plastique" et de la "pharmacie" sont ainsi bien représentés dans la zone d'emploi de Pithiviers : ils emploient au total 7,6 % des effectifs de la zone contre 4,6 % en région Centre.

La zone d'emploi de Pithiviers accueille également des entreprises du secteur de la "fabrication de produits électroniques" avec, notamment, les ateliers de mécanique de précision Micro-contrôle (170 salariés) et les détecteurs incendie Fare et Sefi. Ce secteur regroupe 2,1 % des effectifs (contre 0,8 % en région Centre).

A noter le poids du "commerce de gros" dans la zone, qui emploie 7,3 % des effectifs, soit près de deux fois plus qu'en région Centre.

Soulignons également l'implication d'entreprises du Pithiverais dans le pôle de compétitivité interrégional S2E2 Sciences et Systèmes de l'Énergie Électrique (Centre, Limousin) : Steco Power, Sefi 45, et dans le pôle Dream Eau et Milieux, avec la coopérative Beauce Gâtinais Céréales, union de coopératives agricoles.

Effectif salarié selon les sphères de l'économie en 2008

(Source : Insee, CLAP)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	17 158	100	100
Sphère non présenteielle	8 906	51,9	35,6
dont domaine public	0	0,0	0,8
Sphère présenteielle	8 252	48,1	64,4
dont domaine public	2 995	36,3	35,6

Note : l'emploi salarié est évalué ici en équivalent temps plein, alors que les estimations d'emploi (cf rubrique "emploi salarié") prennent également en compte les personnes à temps partiel.

Effectif salarié des établissements en 2008 (Source : Insee, CLAP)	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	264	1,5	1,3
Industrie	6 559	38,2	21,1
dont Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	190	1,1	2,4
Industrie agroalimentaire	1 072	6,2	2,4
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; machines	954	5,6	3,5
Fabrication de matériels de transport	567	3,3	1,7
Fabrication d'autres produits industriels	3 776	22,0	11,1
Construction	1 263	7,4	7,6
Commerce, transports et services divers	5 396	31,4	39,6
dont Commerce ; réparation automobiles	2 742	16,0	13,3
Transports et entreposage	987	5,8	6,4
Hébergement et restauration	315	1,8	3,1
Information et communication	38	0,2	1,8
Activités financières et d'assurance	268	1,6	3,2
Activités immobilières	90	0,5	0,9
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	600	3,5	7,7
Autres activités de services	356	2,1	3,2
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	3 676	21,4	30,4
dont Administration publique	1 233	7,2	10,6
Enseignement	940	5,5	6,7
Santé, action sociale	1 503	8,8	13,1
Ensemble	17 158	100	100

Note : Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les activités non-présenteielles sont les activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère. Les activités du domaine public sont partagées entre la sphère présenteielle et la sphère non présenteielle. Un établissement appartient à ce domaine s'il fait partie d'une entreprise de catégorie juridique 7 (Personne morale ou organisme soumis au droit administratif) ou si plus de la moitié de son effectif fait partie de la fonction publique d'état.

Entreprises

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Pithiviers (2008 actualisée)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
MAURY IMPRIMEUR SA (site de Manchecourt)	500-749 salariés	Travail du bois, industries du papier et imprimerie
CENTRE HOSPITALIER	250-499 salariés	Activités pour la santé humaine
MAURY IMPRIMEUR SA (site de Malesherbes)	250-499 salariés	Travail du bois, industries du papier et imprimerie
INTERFORUM	250-499 salariés	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
THYSSENKRUPP SOFEDIT	250-499 salariés	Fabrication de matériels de transport
COMMUNE DE PITHIVIERS	250-499 salariés	Administration publique
STECO POWER	200-249 salariés	Fabrication d'équipements électriques
SAVANE BROSSARD	200-249 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons
DOUX FRAIS	200-249 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons
CHRYSO	200-249 salariés	Industrie chimique
BOWDEN	200-249 salariés	Fabrication de matériels de transport
JOURDAIN SA	150-199 salariés	Fabrication de machines et équipements n.c.a.
GALVA 45 SA	150-199 salariés	Métallurgie et fabrication de produits métalliques
ISOCHEM	150-199 salariés	Industrie pharmaceutique
BRUN	150-199 salariés	Travail du bois, industries du papier et imprimerie
PITHIVIERS DISTRIBUTION - E. LECLERC	150-199 salariés	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS	150-199 salariés	Fabrication de produits informatiques, électroniques
UD UNION DISTRIBUTION	100-149 salariés	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
MAPIDIS - SUPER U	100-149 salariés	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
SOCIETE VERMANDOISE INDUSTRIES	100-149 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons

Source : INSEE - CLAP 2008

En 2009, la zone d'emploi de Pithiviers compte plus de 2 000 entreprises, soit 2,1 % des entreprises implantées en région Centre. Regroupant 18,4 % et 11,8 % des entreprises, les secteurs de la construction et de l'industrie sont plus importants qu'en région (respectivement 15,9 % et 9,1 %). La proportion d'entreprises est, en revanche, moins importante dans "l'administration, enseignement, santé, action sociale" (9,4 % contre 12,5 % en région Centre) et le "commerce, transports, services divers" (60,4 % contre 62,5 % en région Centre).

Avec 785 entreprises en 2009, l'artisanat occupe un poids comparable à celui de la région puisqu'on dénombre 130 entreprises artisanales pour 10 000 habitants dans la zone (139 en moyenne régionale).

Parmi les 2 478 établissements¹ que compte la zone d'emploi en 2009, 243 ont leur siège social hors de la région Centre (soit 9,8 % des établissements de la zone contre 10,4 % en moyenne régionale). 7,1 % des

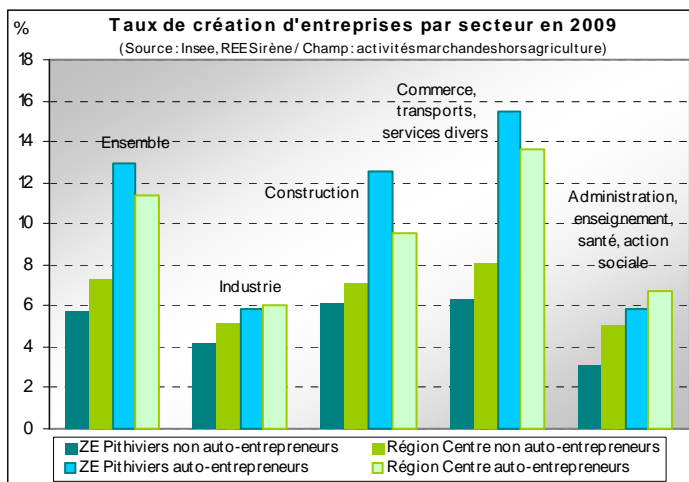
établissements de la zone dépendent d'un siège social implanté en Ile-de-France (6,4 % en moyenne régionale).

Ainsi, 30,0 % des salariés de la zone d'emploi de Pithiviers travaillent dans un établissement dont le siège social n'est pas en région Centre (34,2 % pour le Centre). Plus précisément, 21,3 % des salariés de la zone d'emploi de Pithiviers travaillent dans un établissement dont le siège social se trouve en Ile-de-France (23,6 % en région).

Près de 400 entreprises créées en 2009

En 2009, 378 entreprises ont été créées dans la zone d'emploi de Pithiviers, soit 2,1 % des créations de la région Centre.

Ce sont les secteurs "commerce, transports, services divers" et "construction" qui créent le plus d'entreprises, avec respectivement 70,6 % et 18,5 % des entreprises créées. Le secteur de l'industrie et celui de "l'administration, enseignement, santé, action sociale" ont connu le moins de créations, avec des parts respecti-



ves de seulement 6,3 % et 4,5 %.

Un taux de création d'entreprises équivalent à celui de la région

Avec un taux de création d'entreprises de 18,6 %, la zone d'emploi de Pithiviers se place au 9ème rang des zones d'emploi régionales.

Si le secteur de la construction a un taux de création supérieur à la moyenne : 18,7 % contre 16,7 % en région, les secteurs de "l'administration, enseignement, santé, action sociale" et de "l'industrie" affichent des taux de création inférieurs : respective-

ment 8,9 % et 10,0 % (contre 11,7 % et 11,2 % en région). Le secteur "commerce, transports, services divers" présente un taux comparable avec 21,8 %.

Plus des deux tiers des entreprises créées sont des auto-entreprises. Le taux de créations d'auto-entreprises est de 12,9 % (contre 5,7 % pour les autres créations). Ce taux est particulièrement élevé dans le "commerce, transports, services divers", et dans la construction.

(1) Note : Il convient de ne pas confondre entreprise et établissement. L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Ainsi, une même entreprise peut très bien avoir plusieurs établissements, si elle exerce son activité de façon permanente dans plusieurs lieux distincts.

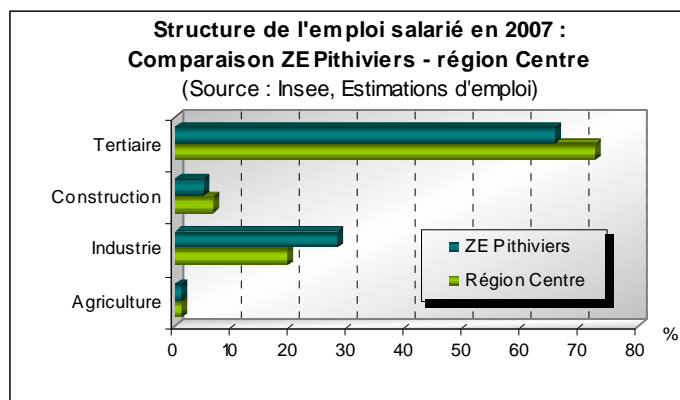
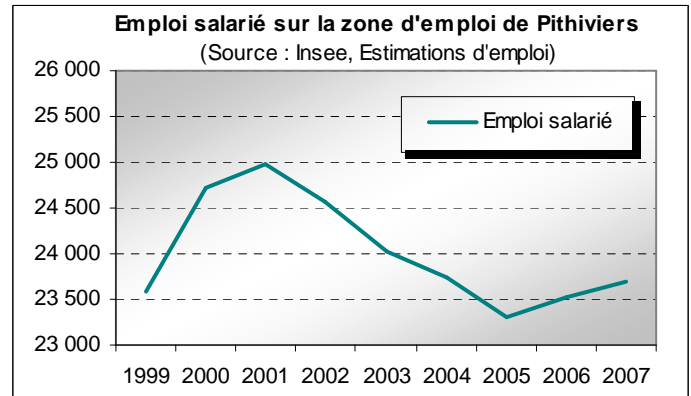
Emploi salarié

Des pertes d'emplois dans l'industrie

Entre 1999 et 2007, l'emploi salarié a augmenté de seulement 0,1 % par an en moyenne (+0,7 % en région Centre). Après une forte expansion entre 1999 et 2001 (+2,9 %), l'emploi salarié chute jusqu'en 2005 (-1,7 % par an en moyenne) puis repart légèrement à la hausse jusqu'en 2007 (+0,9 % en moyenne annuelle).

L'industrie est le principal sec-

teur à l'origine des pertes d'emplois. Depuis 2002, la zone la plus industrielle du Centre voit ses effectifs diminuer dans ce domaine : -1,7 % par an en moyenne jusqu'en 2007. De nombreux secteurs industriels sont concernés par ses pertes d'emplois (modérées) : industrie de l'habillement, industrie automobile, industrie chimique, édition-imprimerie... L'industrie reste toutefois très importante dans la zone et



représente, en 2007, 27,9 % des emplois salariés contre 19,3 % en région Centre.

En revanche, avec une hausse de +0,7 % par an en moyenne entre 1999 et 2007, le tertiaire connaît une progression de ses effectifs. Son poids demeure toutefois moins important qu'en région (65,6 % contre 72,6 % en région). Les effectifs salariés dans les services aux entreprises (dont l'intérim) diminuent, ainsi que dans le transport. Seul le commerce (de gros et

de détail) connaît une véritable progression.

Le secteur de la construction stagne sur la période 1999-2007 (-0,1 % par an en moyenne). En 2007, il représente 5,1 % de l'emploi salarié contre 6,8 % en région Centre.

Conséquence de la crise économique, les estimations pour 2008 semblent indiquer une chute marquée des effectifs salariés.

Chômage

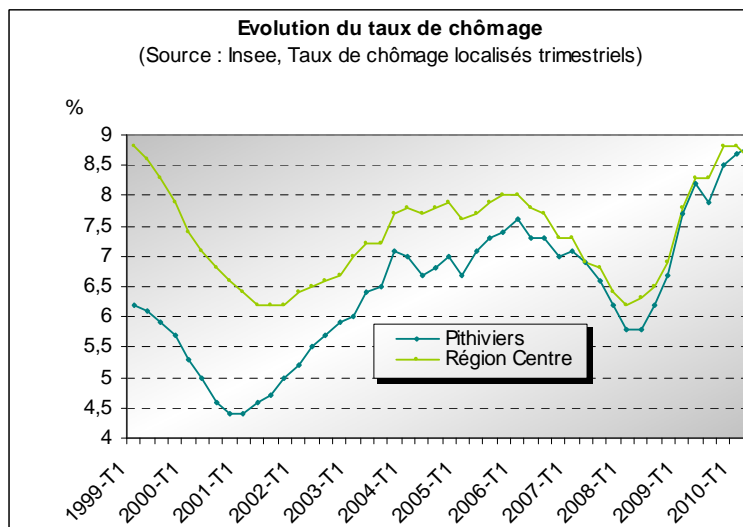
Une hausse du chômage plus forte qu'en région

Entre 1999 et 2010, le chômage de la zone d'emploi de Pithiviers a fortement progressé comparativement à celui de la région Centre. En effet, depuis 2006, le taux de chômage de la zone rattrape le niveau régional alors qu'il était le plus faible de la région en 1999, avec 6,2% (contre 8,8% en région). Inférieur de plus de 2,5 points à la moyenne régionale au début de l'année 1999, le taux de chômage la dépasse légèrement au deuxième trimestre 2010.

De 1999 au début de l'année 2001, le taux de chômage de la zone a diminué de près de 2 points atteignant une valeur basse de 4,4%. La zone d'em-

ploi a connu ensuite une forte hausse du chômage jusqu'en 2003 (plus élevée qu'en région), puis il a oscillé entre 7 et 7,5% jusqu'en 2007. Le taux de

chômage diminue jusqu'au 2ème trimestre 2008, puis repart fortement à la hausse jusqu'en 2010 (+ 3 points).



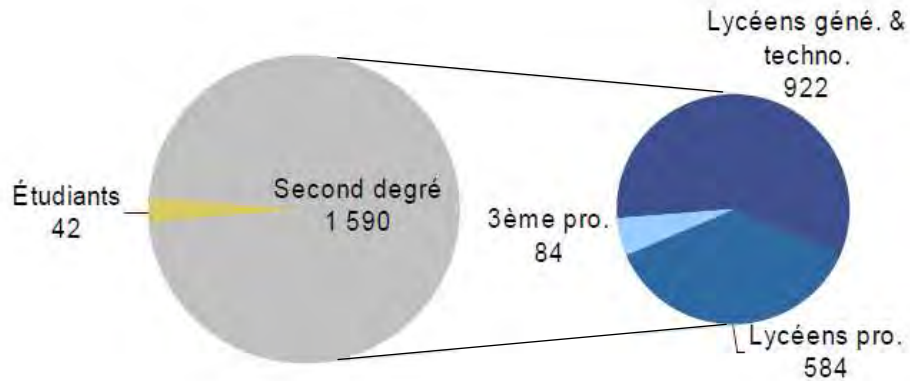
Des demandes d'emploi deux fois supérieures aux offres

Le taux de tension (rapport entre les offres et les demandes enregistrées) est globalement faible. Les demandes d'emplois sont plus de deux fois supérieures aux offres en 2009: on recense 1 492 offres pour 3 537 demandeurs. Le taux de tension a diminué entre 2008 et 2009. Cependant, des tensions apparaissent dans les activités de services administratifs et de soutien, dans le domaine de la production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné ou encore celui de l'enseignement.

La formation tout au long de la vie

Formation initiale

Panorama des effectifs en formation initiale



La zone d'emploi de Pithiviers compte un lycée d'enseignement général et technologique, deux lycées d'enseignement professionnel et un lycée agricole pour un effectif total de 1 632 jeunes à la rentrée 2009.

435 jeunes domiciliés dans la zone de Pithiviers ont le statut d'apprenti. Aucun n'effectue la partie théorique de leur formation sur place, en l'absence de centre de formation d'apprentis (CFA). Ils se rabattent en majorité sur les CFA de la zone d'Orléans. Par ailleurs, les employeurs de la zone accueillent 355 apprentis pour la partie pratique de leur formation, dont 275 habitent sur place.

L'enseignement supérieur est peu important (3% des effectifs, contre 13% au niveau régional). Il se concentre sur un brevet de technicien supérieur « assistant de gestion PME/PMI », préparé au lycée Duhamel du Monceau.

L'offre de formation initiale de la zone est faiblement diversifiée : huit domaines professionnels seulement sur vingt-et-un sont représentés. Parmi eux, la part des effectifs formés en **administration, gestion et finances** est supérieure à celle du niveau régional (19% contre 10%). Le lycée Duhamel du Monceau se détache encore, en accueillant les deux tiers des effectifs de ce domaine.

L'autre domaine mis en avant dans la zone est l'**agriculture**, avec une part des effectifs qui y sont rattachés également supérieure à celle du niveau régional (8% contre 3%). C'est la conséquence de la présence sur la zone du lycée d'enseignement professionnel agricole de Beaune-Bellegarde.

Par ailleurs, les lycées d'enseignement professionnel Jean de la Taille et le lycée d'enseignement professionnel privé Blanche de Castille dispensent

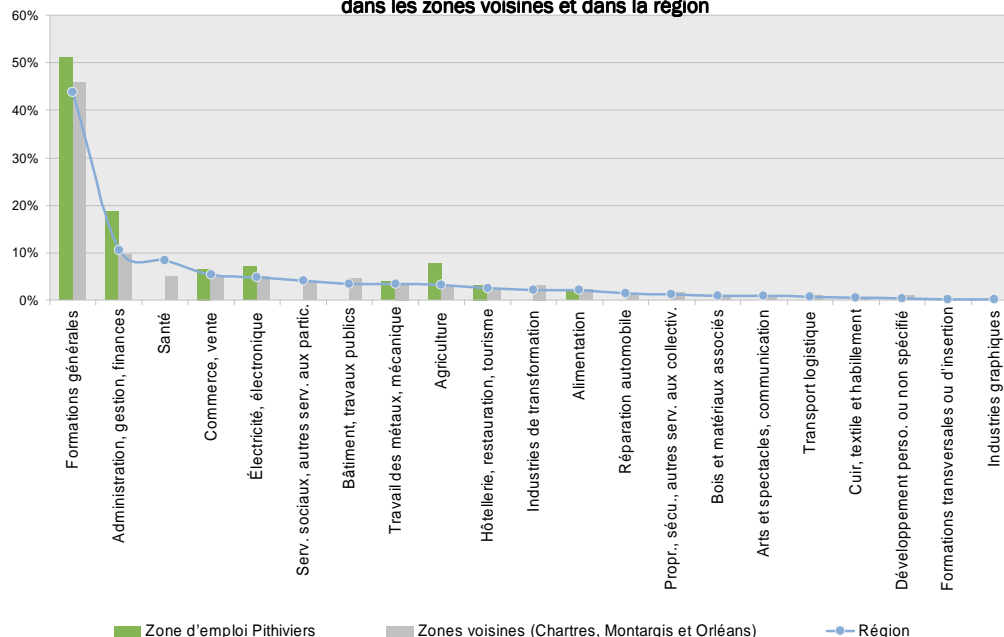
Les établissements de formation de la zone de Pithiviers

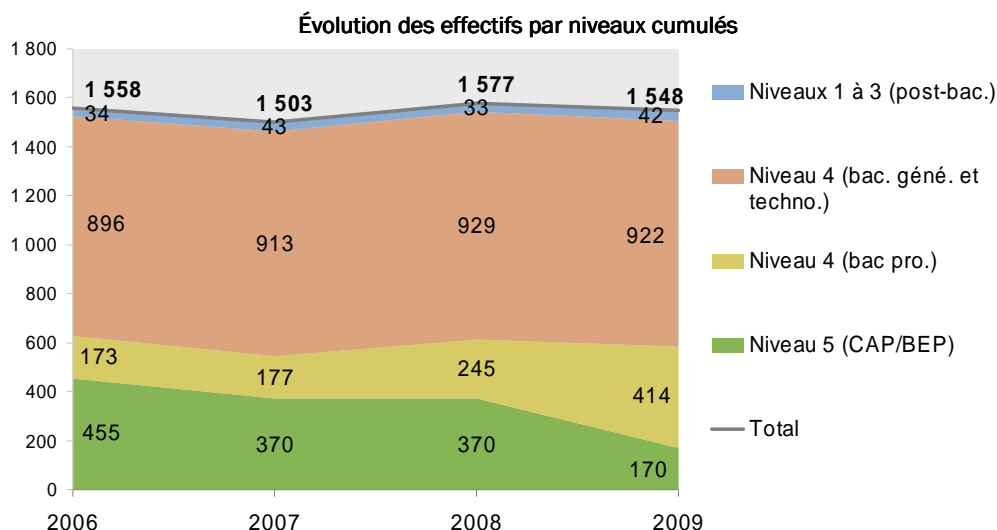
Effectifs 2009	Nom de l'établissement
203	Lycée d'enseignement professionnel agricole de Beaune-Bellegarde
372	Lycée d'enseignement professionnel Jean de la Taille
93	Lycée d'enseignement professionnel privé Blanche de Castille
964	Lycée d'enseignement général et technologique Duhamel du Monceau
1 632	Bénéficiaires pour 4 établissements

des formations de niveau 4 (baccalauréat) et 5 (certificat d'aptitude professionnelle et brevet d'études professionnelles) dans les domaines du **commerce et de la vente, ou de l'électricité et de l'électronique**.

Enfin, le panel réduit des domaines de formation peut être la cause d'un repli vers les formations générales et, par conséquent, leur surreprésentation (51% dans la zone, contre 44% au niveau régional).

Répartition par domaine des effectifs formés dans la zone d'emploi, dans les zones voisines et dans la région



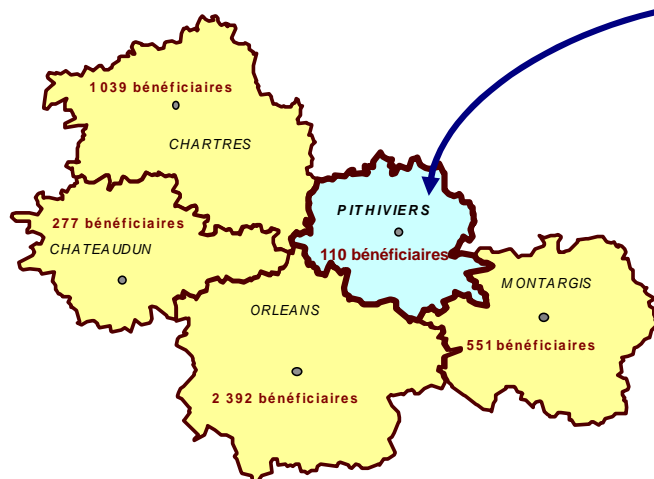


Un effectif global en légère baisse, un effectif de baccalauréats professionnels en forte progression

Du niveau 1 à 5, les effectifs ont diminué de dix bénéficiaires, entre 2006 et 2009, dans la zone d'emploi de Pithiviers. Les évolutions entre les niveaux de formation sont contrastées. Alors que les effectifs de niveau CAP/BEP régressent, ceux de baccalauréat professionnel augmentent fortement. Cet écart résulte en partie par la mise en place d'un nouveau parcours de formation dans les lycées professionnels, qui ont vu disparaître les traditionnels BEP au profit de nouveaux baccalauréats professionnels en trois ans (au lieu de deux).

Formation continue

La formation des demandeurs d'emplois- 2010



ZOOM sur le bassin de Pithiviers :

Espace Libres Savoirs
Mission Locale

110 bénéficiaires de formation
352 166 € (fonctionnement et rémunération)

Formations principalement dans les domaines :

- transports et logistique,
- hôtellerie, restauration, tourisme,
- services sociaux, sport, autres services aux particuliers,
- formations multisectorielles

L'acquisition des savoirs de base 2010

Les visas libres savoirs proposés par la Région Centre permettent d'acquérir les savoirs essentiels à tout individu pour être autonome dans la société de la connaissance.

40 visas compétences « Trois en un »* ont été proposés par la Région en 2010.

* Visa "Trois en Un" : communication, mathématiques, raisonnement logique

L'agriculture et le tourisme

Agriculture

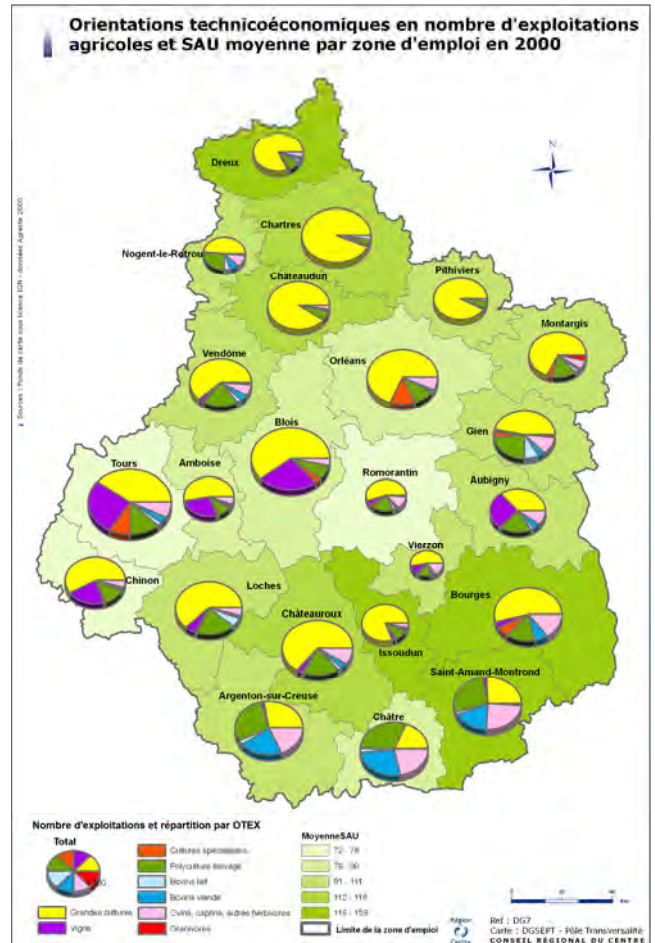
Dynamisme et innovation les moteurs de la zone

La zone d'emploi de Pithiviers est à cheval sur deux petites régions naturelles, la Beauce à l'Ouest et le Gâtinais à l'Est. Il en résulte une certaine hétérogénéité dans les potentiels agronomiques de la zone.

Pour s'adapter, les agriculteurs ont depuis de nombreuses années développé la diversification des productions, ainsi outre les céréales, importantes sur la zone, les betteraves, les oignons, les pommes de terre sont fortement représentés. Dans le domaine de l'élevage, si les brebis étaient un élevage traditionnel, elles ont quasiment disparu pour laisser la place à l'élevage avicole essentiellement. La production est dynamisée par la présence non négligeable des secteurs d'aval, coopératifs ou privés. Ainsi le Pithiverais accueille encore trois coopératives céréalières de petite taille, réunies pour le volet commercial dans Beauce Gâtinais Céréales, et dont la grande force réside dans la qualité des blés et de l'orge avec des débouchés assurés dans des filières à destination des clients les plus exigeants tant pour la meunerie (Mac Donald) que pour la malterie. La zone héberge également le

siège de la coopérative Beauce Champagne Oignon, l'un des plus importants groupe de production d'oignons en France. On peut également citer la présence des groupes Soufflet pour les céréales, Vermandoise Industrie pour la betterave (sucrerie de Pithiviers) ou encore Doux avec l'abattoir de volailles de Boyne. Si l'agriculture de la zone doit faire face à des enjeux importants pour les années à venir notamment d'un point de vue environnemental (gestion de la nappe de Beauce), les agriculteurs ont toujours montré dans cette zone particulièrement leurs fortes capacités d'adaptation et d'innovation illustrées par de belles réussites. Citons d'abord le salon innovagri qui se tient tous les deux ans à Outarville et qui rassemble des milliers d'agriculteurs pour découvrir les dernières innovations nationales et internationales dans le domaine du machinisme et de l'agro-fournitures.

On note aussi la diversification et la gestion de l'énergie de la SIDESUP (déshydrations de luzerne) grâce à l'accord partenarial avec ONF énergie pour la production de granulés bois et enfin, dans le domaine de la communication, l'opération entreprise par la coopérative de



Boisseaux pour ramasser et collecter l'ensemble des déchets jetés dans les champs à proximité des voies de communication par des consommateurs peu respectueux de la nature.

Enfin, le territoire bénéficie de la présence d'un pépiniériste de renom André EVE, rosieriste à Pithiviers-le-Viel, spécialisé dans la conservation et la redécouverte des roses anciennes.

Tourisme

La zone d'emploi de Pithiviers est un territoire peu touristique se rattachant au Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais qui est associé à l'itinéraire « **La Route du Blé** » avec d'autres territoires du Loiret et d'Eure-et-Loir.

Les hébergements de capacité se répartissent entre :

- 5 campings d'une capacité totale de 1 047 lits, dont « Le Parc de Nibelle » ****, à Nibelle (330 lits) ;
- 4 hôtels (également restaurants) d'une capacité totale de 242 lits, les plus importants, par le nombre de lits touristiques, étant : « Le Relais Saint-Georges » **, à Pithiviers (84 lits) et « Le Château d'Augerville » ****, à Augerville-la-Rivière (80 lits)

La zone comprend peu de sites touristiques majeurs, excepté le **château de Chameroles**, qui a accueilli plus de 45 000 visiteurs en 2009.

Yèvres-le-Châtel, classé l'un des « Plus Beaux Villages de France », est le deuxième site touristique de la zone, avec 13 700 visiteurs en 2009.

Viennent ensuite le Musée des transports, combiné au Train touristique de Pithiviers (5 700 visiteurs au total en 2009), puis « La Maison animée du Père Mousset », à Pithiviers (3 800

visiteurs en 2009) et le musée du Safran à Boynes (2 500 visiteurs en 2009).

Les roses (dont l'exposition de roses anciennes d'André Eve à Pithiviers-le-Viel, ouverte au public) et le gâteau « Le Pithiviers » contribuent en outre à la renommée du territoire.

L'offre de loisirs et d'activités de pleine nature est axée sur :

- la randonnée pédestre à partir :

- * du sentier de Grande Randonnée (GR 32), entre Malesherbes et la Forêt d'Orléans ;

- * l'itinéraire de Promenade et Randonnée « Vallée de l'Essonne » à Estouy ;
- le golf du Château d'Augerville, à Augerville-la-Rivière (parcours de 18 trous).

Les 3 Offices de Tourisme de la zone ont accueilli au total 8 700 personnes aux guichets en 2009 :

- OT** de Pithiviers : 5 300 visiteurs ;
- OT** de Malesherbes : 2 900 visiteurs ;
- OT* de Nibelle : 500 visiteurs.

Changement climatique, énergie et environnement

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Les émissions annuelles de GES de la zone d'emploi de Pithiviers s'élèvent à 516 971 teqCO₂ (2,7% des émissions régionales), soit environ 8,6 teqCO₂ / habitant. (NB : teqCO₂ = tonne équivalent de CO₂).

Le transport, secteur le plus émetteur de la zone :

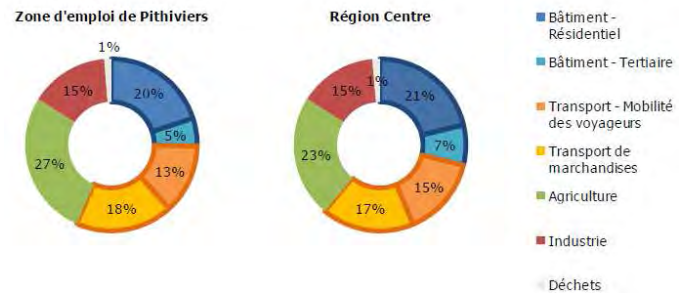
En matière de transport, les émissions de gaz à effet de serre sont dues à la mobilité des personnes (13%), à laquelle s'ajoute le transport des marchandises généré par l'activité du territoire (18%). Les modes routiers (voitures particulières et camions) représentent 91% des émissions de la mobilité des personnes et 80% des émissions du fret. En ce qui concerne les motifs de déplacement, les déplacements domicile-travail sont à l'origine de 44% des émissions

de GES, ils constituent en effet les trajets les plus longs (environ 23,7 km/déplacements) et sont effectués à 92% en voiture.

L'agriculture, 2ème secteur émetteur :

27% des émissions de GES de la zone de Pithiviers proviennent du secteur agricole (contre 23% en région Centre en moyenne). La zone d'emploi participe à 3% des émissions régionales issues de l'agriculture. Ces émissions sont principalement dues aux grandes cultures (37% pour le blé, 24% pour l'orge, 6% pour le colza) et à l'élevage de volailles (7%). Il s'agit principalement d'émissions non-énergétiques : protoxyde d'azote (N₂O) associé à l'utilisation de fertilisants synthétiques pour les cultures et méthane (CH₄) et protoxyde d'azote (N₂O) liés aux effluents d'élevage.

Répartition des émissions de GES de la zone d'emploi et de la région Centre par secteur (hors UTCF : Utilisation des Terres, leurs Changements et la Forêt, soit des « puits d'absorption de carbone ») :



Les bâtiments, 3ème secteur émetteur de GES :

Le secteur du bâtiment contribue à hauteur de 25% des émissions de GES de la zone (contre 28% en région). Les émissions sont essentiellement causées par le secteur résidentiel (20% du total). Ceci s'explique notamment par la part importante des logements anciens construits avant 1975 (66% du parc résidentiel), date de la première réglementation thermique en France, et par la part de maisons individuelles (82% contre 73% en région), généralement plus consommatrices d'énergie. La consommation d'énergie moyenne des logements est donc élevée (231 kWh/m²/an), principalement en raison du chauffage (78% de la consommation). Les énergies fossiles représentent 52% de la consommation énergétique (dont 29% pour le fioul) et sont responsables de 78 % des émissions du secteur (48% pour le fioul).

Patrimoine naturel

Le paysage du Pithiverais est dominé aujourd'hui par les grandes cultures. Les milieux naturels composés de prairies sèches et humides ont considérablement régressé au profit des cultures, ou de boisements dans les zones de déprise agricole, notamment sur les coteaux de la vallée de l'Essonne.

Ce changement dans le paysage s'est traduit par la raréfaction des espèces animales et végétales liées aux milieux herbacés. Certaines prairies humides se maintiennent dans la vallée de l'Essonne, qui constitue sans doute la plus grande zone humide du territoire.

Des roselières sont également présentes en fond de vallée ainsi que des boisements alluviaux. Cette vallée et les bordures de la forêt d'Orléans constituent ainsi les zones les plus remarquables de ce territoire (inscrites au réseau Natura 2000 pour l'intérêt des milieux et des espèces végétales et animales présentes).

Il faut également souligner que le niveau d'eau maintenu dans certains marais (vallée de l'Essonne)

permet la formation de tourbe alcaline sur laquelle se développent des milieux naturels particuliers devenus rares. De nombreuses pelouses calcaires sont présentes sur les coteaux et dans les secteurs non cultivés, localisés au nord de Pithiviers. Ces pelouses sont dans un mauvais état de conservation et beaucoup d'entre elles sont colonisées par les boisements. Or leur intérêt est remarquable pour la flore et pour les invertébrés.

La fragmentation et l'homogénéisation du paysage liées aux pratiques agricoles intensives conduit progressivement à un appauvrissement de la biodiversité et à une augmentation des pollutions diffuses. La préservation de la biodiversité, notamment dans les sols, est indispensable à la restauration de la capacité d'épuration des bassins versants.

La nappe de Beauce présente une ressource naturelle hydrogéologique considérable avec 20 milliards m³, néanmoins sa qualité est préoccupante (nitrate & pesticides) et sa surexploitation pose des problèmes. La mise en œuvre du SAGE nappe de Beauce s'attache à résoudre ces problèmes par gestion quantitative et des programmes de restauration de la qualité des rivières et des bassins d'alimentation. À ce titre un contrat est en cours sur le bassin Essonne amont.

